

L'ajournement

La réponse de la ministre soulève un certain nombre de questions, car nous voudrions savoir si les nouveaux crédits annoncés la semaine dernière assureront le financement des études des effets toxiques sur la vie faunique. Comme vous le savez, monsieur le Président, le Service canadien de la faune a subi l'automne dernier des compressions budgétaires d'environ 4 millions de dollars, ce qui l'a privé des services d'environ 70 scientifiques et techniciens. Ce nouveau fond permettra-t-il ou non de poursuivre ces activités au Centre de Burlington sur les œufs de mouettes? Dans quelle mesure le nouveau fonds—et il s'agit d'un nouveau fonds d'un million de dollars contre 4 millions auparavant—va-t-il relancer les activités antérieures? C'est là que réside toute l'importance du sens du terme «réintégré». Son importance n'échappera sûrement pas au secrétaire parlementaire.

● (1805)

Nous avons entendu de la part du gouvernement actuel un certain nombre de déclarations plutôt regrettables sur d'autres secteurs de l'environnement car nous n'avons pas observé beaucoup de satisfaction dans le pays à la suite des déclarations que la ministre a faites la semaine dernière. A propos de l'avenir des parcs, notamment l'allusion à la possibilité d'exploitation minière et forestière a suscité beaucoup de mécontentement de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique. Après s'être rendue à la rivière Niagara huit mois, soit dit en passant, après l'accession du gouvernement au pouvoir, elle aurait dit que l'eau des Grands lacs s'améliore, alors que l'on a constaté que la teneur en produits toxiques dans les poissons capturés à l'embouchure de la rivière Niagara augmentait. Aucun engagement n'a été pris à propos du sud de l'Île Moresby malgré un certain nombre d'interventions de députés des deux côtés de la Chambre, dont des ministériels. Rien à signaler du côté des pluies acides; après avoir hérité de dossiers bien étoffés dans ce domaine grâce aux activités du gouvernement précédent, le gouvernement actuel n'a pourtant fait aucune démarche sur le plan international auprès des États-Unis pour les encourager à se joindre à quelques 20 autres États et à ratifier le protocole à cet égard à Helsinki le mois prochain. Le gouvernement actuel est resté complètement silencieux sur ce sujet qui est maintenant crucial à mesure que passent les semaines et qu'approche la date de ratification du protocole.

Vous comprendrez, monsieur le Président, pourquoi il faut absolument que la ministre réponde clairement à la Chambre. S'il est effectivement question de rétablir l'étude sur les œufs de goélands au centre de Burlington et de veiller à ce que les travaux se poursuivent, comme avant, nous en serons heureux. Nous serons heureux de savoir que nous avons peut-être rétabli les activités des services de la faune comme en novembre 1984. Monsieur le Président, vous comprendrez qu'il est nécessaire de poser cette question au secrétaire parlementaire pour savoir exactement ce que l'on entend par «rétablir» le programme.

M. G. M. Gurbin (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député de Davenport (M. Caccia) a soulevé plusieurs points intéressants dans son préambule. Je n'aurai évidemment pas le temps de revenir sur chacun d'eux, mais je tâcherai en tout cas de traiter le plus en profondeur possible du problème qu'il a soulevé à la

Chambre pour la première fois dans sa question du 22 mai et dont il a reparlé aujourd'hui.

Je voudrais souligner que, quand la ministre de l'Environnement (M^{me} Blais-Grenier) est allée sur place constater la gravité de la situation dans le canal Love et dans d'autres coins du côté américain, cela faisait suite à des voyages effectués par moi-même et par d'autres députés il y a quelques mois, et elle a reçu d'autres informations entre-temps. En toute justice, monsieur le Président, je crois utile de préciser que la ministre a disposé, pour faire tout cela, de moins de temps que n'en avait eu le député de Davenport, qui était ministre de l'Environnement dans le gouvernement précédent, et je pense qu'il n'a toujours pas visité l'usine de l'Inco. Je ne sais pas s'il a vraiment vu de quoi il retournait à Sudbury. La ministre de l'Environnement s'est donné la peine d'aller constater sur place la gravité du problème.

Je me félicite de ton employé par le député de Davenport, car je pense pouvoir aborder directement et précisément la question...

M. Caccia: Répondez à la question et cessez de noyer le poisson!

M. Gurbin: Le député me demande d'aborder directement la question. Puisqu'il a eu l'occasion de discuter d'une dizaine de sujets différents, il me semble que je devrais avoir moi aussi une certaine latitude.

En fait, le député veut des précisions sur le programme des œufs de mouettes. Il sait qu'une partie du programme relève du Service canadien de la faune, et l'autre, du Centre canadien des eaux intérieures.

Depuis le 1^{er} avril 1985, le Service canadien de la faune ramasse les œufs, surveille les colonies, prépare les œufs en vue d'une analyse chimique et interprète la portée biologique des données chimiques provenant de l'analyse des œufs. Depuis la même date, la Direction des eaux intérieures est chargée de rechercher la présence de dioxine et de nouveaux polluants dans les œufs, d'assurer la fiabilité des données grâce à des contrôles de la qualité et de faire procéder, par contrats, à des analyses courantes des produits chimiques toxiques présents dans les œufs.

● (1810)

Tels sont les éléments du programme mis en œuvre au nom du ministère de l'Environnement. Cela montre que ce dernier poursuit ses efforts dans le cadre de l'approche beaucoup plus vaste que nous avons adoptée à l'égard des produits chimiques qui polluent notamment les eaux des Grands lacs.

L'INDUSTRIE—LES EMPLOYÉS DES MAGASINS DOMINION DE L'ONTARIO

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, le 16 mai, j'ai posé une question au sujet de la fermeture de 93 magasins Dominion vendus à A & P et de la fermeture éventuelle d'autres magasins demeurant la propriété de Dominion Stores Limited. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) m'a répondu que l'AEIE avait autorisé la vente de ces 93 magasins Dominion à A & P afin de préserver environ 7,000 emplois. Il a toutefois ajouté qu'il chercherait naturellement à sauvegarder les emplois des magasins restants.